



Travail et pauvreté p.3

Chantalle Santerre soutient que la cause commune de tous les travailleurs devrait être la hausse du salaire minimum



National... isme p.4

Quelques collaborateurs réagissent à la publication du guide «Parlons de souveraineté à l'école»



Photomontage exclusif p.3 et 8

Adil Charkaoui et la famille Rodriguez récemment expulsés du pays font face à une machine qui broie des vies

LISEZ LE SEUL JOURNAL SATIRIQUE AU QUÉBEC!

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 9 • n° 8

Mai 2006

3,50\$



L'Iran peut fabriquer des montres Mickey Mouse qui brillent dans le noir

Les grands titres des journaux qui annoncent que l'Iran est devenue une puissance nucléaire sont mensongers et inexacts. Ce que le président Mahmoud Ahmadinejad a annoncé, c'est que l'Iran a enrichi de l'uranium à un taux de 3,5 % et a utilisé pour ce faire 180 centrifugeuses en ligne pour former une « cascade ».

Pouvoir enrichir de l'uranium, ce n'est pas pouvoir fabriquer une bombe. Pour cela, il faut un enrichissement d'au moins 80%, ce qui demanderait 16 000 petites centrifugeuses en ligne et formant « cascade ». L'Iran ne possède pas 16 000 centrifugeuses et semble plutôt en avoir 180. En fait, il faudrait encore un bon 10 ans à l'Iran pour posséder la bombe : et comme ses leaders, et notamment le juriste suprême, Ali Khamenei, affirment qu'ils ne veulent pas de la bombe atomique parce qu'elle est immorale du point de vue islamique, on peut même se demander si ce pays la possèdera un jour.

La crise actuelle ne provient pas de l'enrichissement de l'uranium, une réalisation bien modeste qui ne conduit pas nécessairement au développement d'une bombe. Même si l'Iran possédait une bombe, on voit mal en quoi ce pays serait plus dangereux que la Chine communiste.

Ce qui se passe en ce moment est une escalade dans la rhétorique. La popularité des purs et durs, en Iran, est en chute libre, à environ 15%. Ils utilisent leur défi lancé à l'administration Bush à propos de leur programme de recherche nucléaire (civil et parfaitement légal) afin d'accroître la ferveur nationaliste.

De son côté, en s'en prenant à l'Iran, Bush essaie de reconstruire sa base, laquelle est extrêmement mécontente de la situation en Irak. Les cotes de popularité de Bush, dans les sondages, sont en fait si basses — souvent dans les trente et quelques pour cent — qu'il faut conclure qu'il a dû perdre une bonne part de sa base électorale pour en arriver là. L'Iran est donc pour Bush un *Deus ex machina*, un sauveur providentiel, qui permet de lancer un fois de plus : réunissons-nous tous ensemble autour du drapeau.

Mais si ce sordide petit jeu tourne mal, c'est tout le Moyen-Orient et une bonne part de l'Europe Occidentale qui pourraient s'embraser. La vraie menace, ici, ce n'est pas une guerre non conventionnelle, que l'Iran ne peut mener dans un futur prévisible : c'est que l'instabilité



que connaît l'Irak se répande à d'autres pays de la région.

JUAN COLE
(<http://www.juancole.com/>)

Bush et Ahmadinejad sont peut-être en train de nous préparer un terrible orage.

Le Canada, le satellite

L'incongruité de la présence de soldats canadiens dans la zone de combat de l'Afghanistan saute aux yeux. Ils sont là en vertu d'une décision qui nous échappe comme si elle venait de nulle part, comme si elle nous était tombée dessus on ne sait d'où ou comme si elle avait été prise par des ombres.

Cette décision est d'une source externe, c'est évident. Qu'est-ce que cela vient faire? Un déclic, c'est tout. Harper a appuyé sur le bouton. Mais voilà, nous sommes en guerre, miraculeusement.

Le Canada est en guerre! Le Moyen-Orient est une marmite et nous voici tout à coup dedans par une décision dont on devine où elle a été prise. Qui est à l'origine? On le sait bien, mais rien n'est plus singulier que cette politique soudaine. Cette décision énorme a été prise en dehors de l'institution démocratique et derrière des portes closes.

Cela suffit pour que nous soyons maintenant partie non équivoque de l'entreprise géopolitique et militaire des États-Unis au Moyen-Orient. Nous sommes en guerre par l'opération du Saint-Esprit. Pas vu passer. La démocratie n'existe pas. Seuls des ordres circulent, par des canaux mythiques.

On dirait, ma foi, que les ordres arrivent par Internet à Ottawa. La mécanique obéit et les soldats canadiens sont là-bas à tirer à la ronde comme les Américains sur l'Islam.

Le 10 avril, à la Chambre des Communes, a eu lieu un débat ridicule et purement académique, un débat bidon touchant

cette participation décidée dans notre dos. Il n'y a pas eu grand éclat, si bien que *Le Devoir* a pu titrer: «Les quatre partis réaffirment leur appui aux soldats canadiens en Afghanistan». Charmante opposition,



même du Bloc. Il était entendu qu'il ne s'agissait pas de renverser le gouvernement, bien entendu, aucun des partis d'opposition n'étant en mesure en ce moment de proposer à la population des élections nouvelles. Mais tout de même!... D'ailleurs les libéraux avec Martin avaient compromis le pays par l'envoi de soldats en mission de « reconstruction » du pays conquis par les Américains, un premier pas sans doute.

Toujours est-il que nous sommes maintenant, vous et moi, au service des

pétrolières, mêlés aux impérieuses opérations de l'impérialisme USA dans cette partie du monde, où elles forment un tout.

Autre nouvelle, elle aussi ravissante. Washington, le 10 avril, selon de grands journaux américains, se prépare à frapper du haut des airs en Iran — peut-être même, est-il dit, avec des bombes atomiques contre des installations souterraines où auraient lieu des manipulations de l'atome.

Quoi qu'il en soit, Harper nous met en armes sur un des théâtres de l'ensemble des opérations, serait-ce dans un coin reculé de ces vastes conflits. Il livre la marchandise subrepticement, sans dire mot de la commande, naturellement.

Jamais l'opinion canadienne n'a été court-circuitée de cette façon. Cela tient du vol et de l'arnaque. Mais cela passe en douce, on ignore en vertu de quelles bonnes manières.

Quelles conséquences l'impérialisme en guerre engendrera-t-il encore? Nous sommes à présent dans cette galère.

Même la France et l'Allemagne, maintenant faibles aux entourures, n'en sont pas encore là. Pour nous, la différence radicale se mesure en un mot: *satellite*, le Canada est maintenant un satellite. Cette politique tout à fait majeure a été décidée dans un silence de fonctionnaire. Le doucereux Harper est l'individu pour ça.

PIERRE VADEBONCEUR

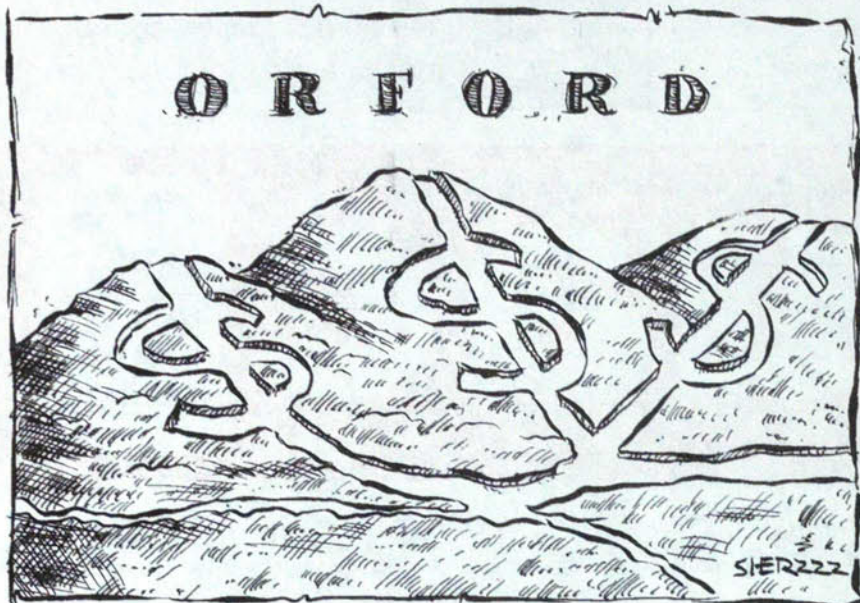
Un mythe à propos des frais de scolarité

On peut lire dans *Aux pays des merveilles*, dernier opus d'Adrée Presse de *La Pratte* (voir recension en page 7): «Aucune étude n'a montré de lien entre le niveau des droits de scolarité et l'accessibilité aux études universitaires. [...] [Au cours des années 90] les droits de scolarité ont été à nouveau gelés; ils sont donc aujourd'hui beaucoup plus bas que dans les autres provinces canadiennes. Pourtant le Québec n'a pas comblé son retard quant à la proportion de la population formée à l'université.»

La comparaison de la fréquentation universitaire entre le Québec et les autres provinces canadiennes suggérée par cet extrait met de côté la particularité du Québec quant à l'enseignement post-secondaire: l'existence de cégeps quasi-gratuits. Pour avoir une véritable idée de l'effet des différences de frais de scolarité, il faut donc regarder l'ensemble de la fréquentation des institutions postsecondaires.

Une étude publiée par statistique Canada en février 2005 (Participation aux études postsecondaires au Canada) signale (tableau 8) qu'en moyenne, entre 1993 et 2001, le taux de participation des jeunes de 18 à 24 ans aux institutions postsecondaires est supérieur de 13,09% au Québec par rapport au reste du Canada (Moyenne canadienne sans le Québec: 57,53% - Moyenne Québécoise: 70,62%). Cette différence, significative il va sans dire, démontre clairement l'effet des frais de scolarité plus bas. Et encore, on ne parle même de la question de l'endettement étudiant...

SIMON TREMBLAY-PEPIN



Mauvaise nouvelle

Autre possible hausse des tarifs de l'hydroélectricité pour 2007.

Bonne nouvelle

Amortissement des coûts de chauffage en vue grâce au constant réchauffement climatique.

Le Spécialiste

Dans les pages de *La Presse* of Mount Real de ce 30 mars de l'an O6 du siècle courant (à grande vitesse, selon toute vraisemblance), nous pouvions lire l'éditorial de M. André Pratte concernant le « Guide pédagogique sur la Souveraineté » intitulé *Parlons de souveraineté à l'école*, « Guide » qu'il a associé *illico* à de la propagande.

J'en fus tout aise. Pour une fois que l'éditorialiste nous entretenait d'un sujet qu'il maîtrise à la perfection.

JEAN-LUC GOUIN



COURRIER DES LECTEURS

Origine raciste d'un génocide

Dans le contexte du film sur le sujet, ne peut-on pas évoquer le colonialisme belge comme étant à l'origine du génocide rwandais si on tient compte que la puissance occupante a monté les uns contre les autres Tutsi et Hutu pour consolider son pouvoir sur la région ?

Imaginez ce que prépare l'agression états-unienne de l'Irak entre Chiites et Sunnites et l'occupation afghane entre Talibans et le régime de Karzaï comme éventuelles tueries dont on ne comprendrait plus rien soi-disant. Ce ne saurait être qu'un autre drame du néocolonialisme et des guerres de conquête pour le libre commerce.

Et le tabou entourant ces explications historiques est à la source, à son tour, de la désinformation sur les objectifs réels de ces guerres nouvelles et anciennes.

Guy Roy

Le Québec a voté Loft Story, Star Académie et démocratie

« Le Québec a élu », pour reprendre l'expression d'Isabelle Maréchal, Stéphanie et Mathieu qui sont devenus les grands gagnants de Loft Story. Il n'est pas étonnant que l'on utilise des expressions relatives à l'univers de la politique pour commenter la télé-réalité car la télé-réalité et la politique se confondent plus que jamais. La télé-réalité permet à n'importe quel individu de devenir une vedette, les politiciens tentent de nous prouver que n'importe quel citoyen peut devenir un élu : c'est la démocratie.

La politique ressemble de plus en plus à de la télé-réalité et le citoyen agit de plus en plus comme un téléspectateur de télé-réalité, c'est-à-dire comme un voyeur. Le citoyen regarde les politiciens agir sans intervenir, il préfère la contemplation à l'action. Tout comme à la télé-réalité, on lui demande de temps en temps de voter pour son candidat préféré. Aux États-Unis, il y a même eu le projet de télé-réalité American Candidate qui devait permettre de faire émerger, en direct, un candidat à l'élection présidentielle américaine de 2004 mais qui a toutefois été abandonné.

On peut même penser que les politiciens aiment la télé-réalité. Au Québec, en 2003, on a vu le premier ministre Bernard Landry à Star Académie, tout comme son homologue du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord, venu supporter son compatriote Wilfred Lebouthiller. En 2005, les chanteurs de la promotion suivante de Star Académie ont été invités au Parlement canadien à Ottawa par le premier ministre Paul Martin pour chanter avec lui One de U2 et Aïmons-nous d'Yvon Deschamps. En 2004, l'ancien ministre québécois François Legault a supporté la jeune Audrey de Montigny, candidate de son comté, à l'émission Canadian Idol animée par Ben Mulroney, le fils de l'ancien premier ministre du Canada Brian Mulroney. En 2006, l'ancien ministre canadien Denis Coderre et l'ancien ministre québécois Joseph Facal ont débattu de leur passion pour Loft Story à l'émission de Marie-France Bazzo Indicateur Présent à Radio-Canada. En France, le ministre Nicolas Sarkozy disait que les politiciens devaient écouter Star Academy pour connaître ce

qu'aimaient les Français et l'ancien premier ministre Laurent Fabius a révélé dans son livre Cela commence par une ballade qu'il aimait Star Academy et les carottes râpées.

Le summum, c'est quand les politiciens se font filmer continuellement comme des vedettes de télé-réalité. En 1974, le candidat à la présidentielle française Valéry Giscard d'Estaing avait fait filmer sa campagne par le cinéaste Raymond Depardon mais avait refusé de montrer le film au grand public pendant plus de 25 ans. Au Québec, en 2003, le film À hauteur d'homme de Jean-Claude Labreque a redonné le blason de Bernard Landry qui venait de perdre ses élections. Y a-t-on vu les idées que le chef du Parti Québécois défendait bec et ongle ? Bien peu. En revanche, on a vu un homme qui saurait, qui se choquait, qui criait, qui aimait, bref un homme semblable à un participant de télé-réalité.

Il ne manquerait plus que des vedettes de télé-réalité deviennent des politiciens. Cela s'est déjà vu aux élections européennes de 2004 où Sebastian Floreck et Klaudusz Sevkovic, participants de la version polonaise de Big Brother, se sont portés candidats au parlement européen.

Philippe Bernier Arcand

Écrivez-nous !

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, envoyez une disquette par courrier postal : Le Couac, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

► PLOGUES

Chez les rebelles

À bâbord, la revue publiée par « des rebelles de toutes sortes et de toutes origines, pronant une révolution dans l'organisation de notre société » nous propose dans son dernier numéro un dossier sur *Les technologies du vivant*. Biotechnologies, manipulations génétiques, semences « terminator », clonage : les industriels sont-ils trop pressés de commercialiser les découvertes scientifiques dont on ignore les « effets secondaires » à long terme ?

Gaétan Breton pour sa part s'attaque au cliché qui voudrait que : « les éternels "boomers" n'ont rien fait d'autres qu'endetter la nation pour se payer des petites satisfactions fugaces et satisfaire leurs caprices. » Aussi, une entrevue avec le journaliste Robert Fisk, correspondant du journal londonien *The Independent* au Moyen-Orient, et des articles sur Québec solidaire, le bilan du gouvernement Charest, la privatisation de la SAQ, l'épouvantail démographique, et plus.

À bâbord, numéro 14, avril/mai, disponible en kiosques. www.ababord.org

Marche pour les sans-statut

Le 27 mai prochain se tiendra à Montréal la marche Statut pour toutes et tous pour demander la régularisation des milliers de sans-statut au pays et pour que cessent les déportations. Rendez-vous au Carré Philipps à midi. L'événement se terminera au Parc Kent, avec un souper communautaire. Infos au 514-859-9023, ou à www.solidaritycrossborders.org.



Mardi le 16 mai à 20h (porte : 19h) à l'Alizé, 900 rue Ontario Est (angle St-André, métro Berri-UQAM)

Quatre ans après sa précédente tentative cinématographique, Le Gambit du fou (www.legambitdufou.org) notre collaborateur Bruno Dubuc s'aventure encore une fois sur la pente glissante de la fiction tissée autour d'événements et de gens bien réels.

Son nouveau long métrage, au titre charmant d'Anus Horribilis, reprend le personnage du militant « radical » du Gambit du fou qui veut cette fois-ci reformer un groupe avec lequel il publiait un pamphlet politique mensuel sept ans auparavant. Cette quête épique, dont nous vous laissons deviner l'issue lamentable, a pour toile de fond la guerre en Irak, l'élection du gouvernement Charest, la répression politique pendant les manifs contre la rencontre de l'OMC à Montréal, la détention puis l'extradition des Basques Gorka et Eduardo, celle de Mohamed Cherif, etc.

Rempli de truculents personnages, ce film propose une réflexion sur l'engagement politique à l'heure des bébés, des jobs steady et de l'achat de duplex...

Dans le cadre des soirées Réverbères, en collaboration avec les Lucioles.

La presse anarchiste au Québec (1976-2001)



Les anarchistes ont-ils une histoire au Québec ? Certains semblent assez fous pour penser que oui. C'est le cas de Marc-André Cyr qui lance son premier livre sur le sujet le mardi 23 mai à la Coopérative de travail Touski (2361 Ontario Est) dès 18h. Au programme : bière pas chère, musique et idées noires.

Explosion métisse

Spectacle gratuit de groupes à textes avec OZTARA (musette soleil), LÉOPOLD Z (jazzette anar) et BENWELA (musik all) vendredi 5 mai 20H00 pile à la Maison de la culture Frontenac (voisine du métro éponyme). Info/ laissez-passer : 872-7882.

POUR S'ABONNER

Par téléphone : (514) 596-1017

Par la poste : Le Couac

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à : Le Couac.



- Abonnement d'un an : 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans : 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien : 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution) : 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger : 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

c.p. 222 succ. D, Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone : (514) 596-1017



Vous voulez collaborer au Couac ? Vous pouvez nous faire parvenir vos textes/dessins/photomontages par courriel, via notre site Internet : www.lecouac.org

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

« Vice-président à l'information et éditeur adjoint » : David Ledoyen

Co-Rédacteurs en chef : Bruno Dubuc, David Ledoyen, Simon Tremblay-Pepin

Collaborateurs : Isabelle Baez, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Claude G. Charron, Juan Cole, Le Concombre Masqué, Yvon D. Ranger, Francis Dupuis-Déri, Jean-Luc Gouin, Michel Rioux, Chantal Santerre, Valentin Tardi, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse, Le cercle de zoologie politique Winston-Smith.

Illustrations et photos : Bobidoche, Boris, Charb, Luc Giard, Serge Ferrand, Sniper, Marco Silvestro, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme : France Mercier

Imprimé par : les travailleurs et travailleuses syndiqués de Payette et Simms inc.

Distribué par : Messageries de Presse Benjamin Inc.

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* pour sa collaboration.

Abonnement et publicité : lecouac@vif.com (514) 596-1017.

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369

Imprimé au Québec



Les chiffres de la honte

LA LUTTE CONTRE LE CPE MENÉE EN FRANCE nous donne des raisons d'espérer et de penser qu'il est possible d'obtenir des gains importants quand les droits fondamentaux des travailleurs sont en jeu et qu'un mouvement social fort s'unit dans la poursuite d'un objectif commun.

Quand on songe à notre « déchet » de Noël dernier, à notre loi 142 d'amour, on ne peut que se désoler quand on se compare à la France. Et j'avoue avoir eu des pointes d'envie et de jalousie devant le spectacle de ces foules qui s'amaassaient dans les rues françaises.

Y aurait-il, chez nous, une cause commune capable de nous rassembler et dont tous les travailleurs se sentiraient solidaires. J'en vois une: la hausse du salaire minimum.

Le salaire minimum et l'IPC

C'est que le salaire minimum au Québec, depuis trop d'années, est indécent. Il l'est parce qu'il ne permet pas à une personne qui travaille 40 heures par semaine de vivre au-dessus du seuil de pauvreté. Considérez le tableau suivant.

Année	Salaire minimum (\$)	Taux d'augmentation du salaire minimum	Taux de l'IPC ²	Taux du PIB ²
1986	4,35			
1987	4,55	4.60%	4.40%	4.70%
1988	4,75	4.40%	3.70%	4.20%
1989	5,00	5.26%	4.30%	1.60%
1990	5,30	6.00%	4.30%	0.50%
1991	5,55	4.72%	7.30%	-2.46%
1992	5,70	2.70%	1.80%	0.70%
1993	5,85	2.63%	1.40%	2.40%
1994	6,00	2.56%	-1.40%	3.50%
1995	6,45	7.50%	1.80%	1.00%
1996	6,70	3.88%	1.60%	0.40%
1997	6,80	1.49%	1.50%	3.10%
1998	6,90	1.47%	1.40%	3.30%
1999	6,90	0.00%	1.50%	6.40%
2000	6,90	0.00%	2.40%	4.50%
2001	7,00	1.45%	2.40%	1.30%
2002	7,20	2.86%	2.00%	2.90%
2003	7,30	1.39%	2.50%	2.00%
2004	7,45	2.05%	1.90%	2.50%
2005	7,60	2.01%	2.30%	2.20%

1 Commission des normes du travail • 2 Bureau de la statistique du Québec

On constate que de 1987 à 1998, à l'exception de l'année 1991, le salaire minimum a connu des hausses supérieures ou équivalentes à l'indice des prix à la consommation (IPC). Pour 1995 et 1996, le salaire minimum a même connu des hausses nettement supérieures aux hausses de l'IPC.

Pour 1999 et 2000, cependant, il n'y a eu aucune augmentation du salaire minimum ce qui signifie une baisse de revenu pour un travailleur au salaire minimum. Ces années-là, l'IPC a augmenté de respectivement 1,5% et 2,4%: un travailleur qui a la même somme pour couvrir des frais qui ont augmenté est plus pauvre qu'avant par définition.

De 2001 à 2005, enfin, l'augmentation du salaire minimum a été ou inférieure à l'IPC ou bien à peine équivalente.

Le salaire minimum et le PIB

Si on utilisait le Produit intérieur brut (PIB) comme variable pour ajuster le salaire minimum, qui est un indicateur de la santé économique d'une entité, on peut constater là aussi que le salaire minimum n'a pas suivi au cours des dernières années. Depuis 1997, à l'exception de 2001, le salaire minimum a connu des augmentations inférieures à la croissance du PIB. Pourtant les salariés contribuent à la croissance de la richesse, mais ils ne reçoivent pas leur juste part.

Ceux qui sont contre la hausse du salaire minimum vous diront typiquement que ce sont des étudiants et des employés à temps partiel qui, pour la majorité, travaillent au salaire minimum et qu'ils n'ont pas des besoins aussi grands qu'un travailleur régulier.

Il y a quelque chose de juste à vouloir déterminer le revenu selon le besoin. Mais si on acceptait ce raisonnement, il faudrait aller jusqu'au bout et se demander, par exemple, quels sont donc ces besoins si grands de ces personnes qui constituent les 20% les plus riches de la population pour justifier le niveau de leurs revenus? Je doute que cette conclusion soit au goût de ceux qui veulent maintenir un salaire minimum maximale bas.

Salaire minimum et seuil de pauvreté

Actuellement, le salaire minimum est de 7,60\$, ce qui donne pour une personne travaillant 40 heures par semaine, un revenu annuel de 15 808\$.

Le seuil de faible revenu, qui est une des mesures qui peut être utilisée comme mesure du seuil de la pauvreté, se situait entre 15 928\$ et 20 337\$ pour les régions urbaines en 2004.

Si on prend la valeur supérieure de cette fourchette de revenu, le salaire minimum devrait se situer autour de 9,78\$ de l'heure.

Je propose donc à nos centrales syndicales, à tous les syndicats, à tous les syndiqués et à tous les travailleurs de s'unir pour obtenir une hausse du salaire minimum à 10\$ de l'heure, ce qui donnerait un revenu minimal annuel de 20 800\$.

Depuis l'odieuse loi 142, nous n'avons pas eu l'occasion de crier notre mécontentement devant le refus du Gouvernement de négocier de bonne foi. Nous avons été à même de constater notre peu de poids politique. Donnons-nous une occasion de refaire nos forces, de reconstruire notre pouvoir politique. Donnons-nous une cause commune. Je propose la hausse du salaire minimum. Je propose de reprendre le combat où il a été laissé par la Marche des femmes, qui avait vu juste sur l'importance de cet enjeu.

CHANTAL SANTERRE

N.D.L.R.: Au moment d'aller sous presse, on veint de porter le salaire minimum à 7,75\$, ce qui n'infirmait nullement le présent article.

Charkaoui face à la machine

PAR ISABELLE BAEZ

LE 7 AVRIL DERNIER, ADIL CHARKAOUI, ce Montréalais libéré en février 2005 après quasiment 2 ans de détention sous un certificat de sécurité, témoignait devant la Cour fédérale. Il demandait un assouplissement ou une annulation complète des conditions de libération qu'il endure, et par là même que sa famille endure, depuis plus d'un an. J'ai décidé d'aller entendre l'homme en personne.

Des dangers du téléphone...

D'emblée Charkaoui demande au juge s'il peut croire à son droit d'être jugé de façon juste et équitable alors que les questions qui lui ont été adressées juste avant par la couronne portaient toutes sur un sujet qu'il a abordé la veille avec ses conseillers (celui de ses accompagnateurs). Charkaoui se sait sur écoute, c'est sûr, mais ne pouvant sortir comme il le désire et encore moins utiliser Internet ou un cellulaire, il n'a d'autres choix que de préparer sa défense par téléphone avec ses conseillers. Là où le bât blesse, c'est quand l'avocat de la couronne a accès à des conversations enregistrées par le S.C.R.S (sensément) pour protéger la population canadienne et qu'il utilise allégrement les propos entendus pour coincer Charkaoui en cour.

Harcèlement 101

Suivent différents exemples de l'intimidation dont est victime Adil et qui s'ajoutent à son manque flagrant de liberté. Ainsi, il se défend (contrairement à ce qu'insinue la couronne) d'empêcher sa femme de témoigner. Il la dit tout à fait libre de le faire, en ce qui le concerne, mais, sans accuser personne, il précise que sa femme a pris cette décision sur certaines bases, comme par exemple le fait qu'ayant réussi son examen de citoyenneté depuis plus d'un an, elle n'est toujours pas citoyenne canadienne. Comme par hasard... On lui a dit que la décision était en attente... À noter que, pour le commun des mortels, la réussite de l'examen précède de quelques semaines seulement le moment où on prête allégeance (sic) à la reine d'Angleterre et où on se retrouve heureux détenteur du certificat de citoyenneté canadienne.

Un autre exemple: lorsque Charkaoui se présente au centre fédéral où il doit, selon les conditions de sa libération, rencontrer régulièrement un responsable, on le fait, encore là pur hasard, mariner dans un local destiné à la détention et à la déportation.

Mauvaises blagues

Face à de tels arguments, l'avocat de la couronne, optimiste de nature, lance à Charkaoui que ses conditions de libération lui permettent tout de même de réussir ses études. Et l'intéressé de répondre avec un sourire triste que l'être humain s'adapte à tout. Qu'il va en effet réussir à terminer sa maîtrise, mais avec beaucoup de retard. Quant à sa possibilité de travailler, elle est très limitée, puisqu'il ne peut se présenter à des entrevues,

Suite page 8: Charkaoui

Le cercle de zoologie politique Winston-Smith La ferme, les animaux!

QUELQUE PART, TOUT PRÈS D'ICI, il existe une grande et belle ferme au toit rouge et aux pignons verts. Elle va d'une rivière à l'autre, et tous les animaux y vivent en harmonie. Tous, sauf un petit poulailler peuplé d'irréductibles poulettes.

Il y a de cela trente ans, lassée des barreaux de broche à poule qui de jour en jour leur pénétraient plus profond dans la peau de la face, les habitants de la basse-cour eurent l'idée de prendre leur envol et de faire du poulailler une République. L'idée d'émancipation traversa chaque cage et chaque nid, et le rêve de la volaille libre, caquetant franchement, loin de l'oppression du gentleman-farmer, souleva les poules.

Au fil des ans, le mouvement se buta à plusieurs écueils. Le chant du coq ne sut pas rallier toutes les poules frileuses et peureuses, séduites par les poches de grain entassées dans le grenier du fermier, gage de sécurité et de prospérité pour l'avenir. Les coqs qui suivirent ensuite cédèrent aux pressions électorales et aux arguments de productivité ovicole: l'idée de liberté céda la place à l'attrait d'une cage dorée, et le rêve fut remplacé par des écus tintants.

Tout récemment, la question du choix du chef se posa à nouveau. Le vieux coq fatigué laissa la place au ti-coq fringuant (voir « Le Boisclairien », archives du Cercle). Son plumage arc-en-ciel lui attira l'appui de bon nombre de poussineaux ambitieux et de poules heureuses.

L'une d'entre elles, la Grosse poule d'à côté (qui était enceinte), était reconnue et admirée pour ses chroniques du Perchoir Mont-Royal, l'un des fondements principaux de la culture et de l'identité du poulailler au toit bleu.

Un beau matin, elle osa soulever une inquiétude: « La valeur d'un projet poultique se résume-t-elle au nombre d'oeufs que nous pouvons pondre? La liberté n'est

pas une douzaine d'oeufs! Tant qu'on se limitera à du calcul, je ne croirai plus à l'envol », caqueta-t-elle.

Les harpies et les pies qui publient la feuille de chou de la ferme jouèrent de mauvaise foi en titrant « La

Même si elle reçut l'appui de Robert-Le-pelage, [...] la Grosse poule reçut une volée de coups de bec de part et d'autre de la basse-cour pour avoir osé cacasser sur le contenu du projet poultique.

Grosse poule ne croit plus en rien, même pas sa mère ». Yves Pivert de La Pratte en rajouta: « C'est bien beau, le déséquilibre fiscal, mais ce n'est pas ça qui fait brailler les poules au centre Poule-Sauvé ».

Même si elle reçut l'appui de Robert-Le-pelage, une oie migratrice au plumage pimpant, la Grosse poule reçut une volée de coups de bec de part et d'autre de la basse-cour pour avoir osé cacasser sur le contenu du projet poultique.

Dans la mêlée, on entendit à peine le ti-coq (qui souffrait d'une attaque de la maladie de la langue de bois-clair), et c'est encore et toujours le vieux coq fatigué qui vint finir le travail en reniant la poule égarée.

La morale de cette observation est qu'au sein du poulailler au toit bleu, on peut jacasser sur tout, sauf

sur l'essentiel, sous peine d'être accusé de trahison. La ferme, les animaux! Pourtant, le cri du coeur de la Grosse poule n'exprimait que la désolation vis-à-vis d'un projet que le temps avait évidé de sa charge émancipatrice.

Les poules, et spécialement les coqs, détestent qu'on leur tende un miroir et supportent très mal le reflet terne flasque qui leur est renvoyé. Il apparaît donc préférable d'excommunier la Grosse poule parce qu'elle a osé sortir du rang, plutôt que d'aborder un questionnement troublant alors que le Grand soir approcherait. Mais Ti-coq et sa bande ont du plomb dans l'Aile gauche. Peut-être faudrait-il lâcher du lest...

Comme l'avait écrit Michel Garneau:

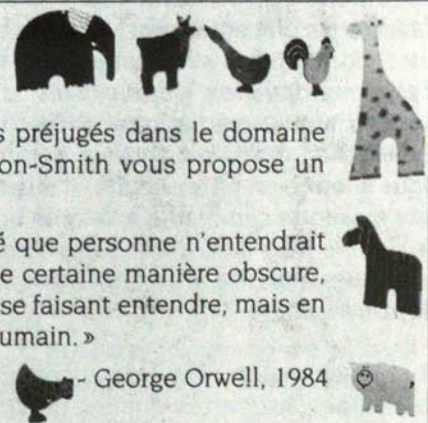
*« nous voyons déjà l'allure de la liberté
quand notre pays sera pays et nos amours amours libres toujours
quand cette calice de prison sera poulailler modèle
quand les vendus vendeurs travailleront pour les enfants
quand il n'y aura plus de fripouilles à occire
quand nous n'aurons plus qu'à nous aimer
en inondant le monde de sirop d'érable ».*

La vie des bêtes

Au lieu de l'habituel combat des opinions et des préjugés dans le domaine politique, le Cercle de zoologie politique Winston-Smith vous propose un regard scientifique sur la faune politicienne.

« Il était un fantôme solitaire, préférant une vérité que personne n'entendrait jamais. Mais aussi longtemps qu'il le faisait, d'une certaine manière obscure, la continuité n'était pas rompue. Ce n'était pas en se faisant entendre, mais en restant sain d'esprit qu'on poursuivait l'héritage humain. »

George Orwell, 1984





Le Devoir et Allô-Police

Allô-Police a jeté la serviette. On se demande si *Le Devoir* veut s'emparer de son lectorat. En effet, à la une de l'estimable quotidien du 13 avril, la manchette portait sur une péripétie de l'affaire du pédophile Cloutier. On peut observer aussi cette glorification du fait divers à la télévision de Radio-Canada. Les premières dix ou quinze minutes du télé-journal de 18h sont consacrées aux chiens écrasés, selon l'expression convenue. Avec un peu de patience, on prend ensuite connaissance des vraies nouvelles, ou à tout le moins du choix radio-canadien de vraies nouvelles, un choix plutôt avare lorsqu'il s'agit des régions du Québec ou de pays lointains trop tranquilles.

Un sénateur libre

Quel psychodrame! Le Conseil de la souveraineté du Québec a lancé un guide pédagogique intitulé « Parlons de souveraineté à l'école ». De la propagande à l'école! Quel scandale! Les fédéralistes se sont mis à hurler. Ébranlés, certains indépendantistes se sont distancés de ce guide auquel on peut, calmement, reprocher une certaine naïveté. Le peu combatif chef du Parti québécois s'en est dissocié. D'autres l'ont défendu. Mais c'est un sénateur indépendant à Ottawa, Jean-Claude Rivest, naguère conseiller du premier ministre Robert Bourassa, qui a calmé le jeu en signalant que l'on trouve dans les écoles du Québec des paquets de dépliants du gouvernement fédéral. Celui-ci, dit-il, ne publie pas un guide du parfait fédéraliste, mais il fait presque la même chose, de manière plus subliminale, à l'aide, par exemple, de dépliants montrant les beaux paysages canadiens.

Vive les pétarades!

Des citoyens sont parfois dérangés par les pétarades de véhicules tout terrain (VTT) ou de motoneiges circulant sur des pistes près de leur maison. Avec la maladresse qui le caractérise, le gouvernement Charest a décidé, par le projet de loi 9, de leur interdire d'intenter des poursuites pour faire cesser ce tapage. Pendant les cinq prochaines années, cette loi interdira les recours judiciaires en la matière. On laisse à des tables régionales le soin de revoir le tracé des pistes. Il s'agit, selon la ministre déléguée aux Transports, Julie Boulet, de « protéger l'industrie de la motoneige ». Encore et toujours le règne des puissances d'argent. Il faudrait songer plutôt à exiger que les véhicules en question, comme les autos et les motos, soient munis de silencieux efficaces. Pourquoi diable donner raison aux chauffeurs infantiles qui aiment faire du vacarme, et aux entreprises qui se font les complices de leurs caprices?

Ce bilinguisme est une farce

Jusque dans des journaux européens, qui constatent le recul de la langue française sur plusieurs fronts à travers le monde, on se moque doucement du fait que le secrétaire parlementaire de la ministre canadienne de la Coopération internationale, de la Francophonie et des Langues officielles, Josée Verner, soit Ted Menzies, un anglophone unilingue. On savait déjà que le bilinguisme officiel n'est pas respecté, surtout dans les forces armées, mais la nomination de Menzies tient de la caricature. Elle ne peut que porter atteinte aux efforts de M. Harper pour se concilier le Québec.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Tâchons d'être discrets lorsque nous respirons

Mais de quoi s'agissait-il?

De diffuser dans les écoles la scène hautement éducative du fils Bougon se brochant le pénis, une scène vue par 163 000 enfants de moins de 12 ans? De lancer un élevage de furets pour que les élèves du secondaire connaissent les mêmes sensations vécues par le cul de ce même Junior? D'une initiation pratique à l'usage des 10-15 ans sur les avantages respectifs de l'hétérosexualité et de l'homosexualité?

Étions-nous en face d'une vaste conspiration s'appuyant sur des moyens inouïs visant à laver le cerveau de tout ce qui fréquente l'école, de la maternelle à l'université?

la RCMP pour envahir, de rouge canadien sur papier glacé, tout ce que le Québec compte de salles de classe. Gratos à part cela. Que non! On parle plutôt d'un cahier pédagogique, perfectible certes, produit à l'intention des enseignants, tiré à 11 000 exemplaires et vendu 9,95 \$ en librairie!

Mais au-delà de la démagogie de très bas étage qui s'est répandue comme un tsunami, la chose est révélatrice de ce qui meut, dans le plus profond de son inconscient, ce peuple qui n'en finit plus de s'excuser

d'exister le dimanche, après avoir passé la semaine à se péter les bretelles, à bomber le torse et à crier à tout vent: mon père est plus fort que le tien! C'est à genoux dans la gravelle qu'on s'aime, nous autres!

Chh! gens de bien, taisons-nous et laissons les autres parler à nos enfants. Laissons-les leur chanter l'immensité du Canada et la beauté de sa mosaïque de cultures. Laissons-les leur enseigner notre histoire. Laissons-les leur vanter la noblesse du conquérant anglais qui nous permit de conserver notre langue et notre religion; laissons-les célébrer notre reine et son long règne, et taisons les pillages, viols, incendies et massacres perpétrés par les soldats de Sa Majesté britannique dans les villages de nos ancêtres. Laissons-les leur vanter notre généreuse charte des droits individuels grâce à laquelle des minorités foulent aux pieds nos droits collectifs et nos valeurs communes; ne révélons jamais, surtout, les tractations, trahisons et passe-droits qui menèrent à son adoption. Laissons-les leur parler des deux référendums tenus dans le respect de la démocratie, et taisons les engagements oubliés, les coups de force, la corruption et le viol des consciences.

Gardons-nous de parler à nos enfants de nos rêves de liberté. On nous accuserait de propagande et de démagogie.

Chh! gens de bien, taisons parler les autres. Et si possible, tâchons d'être discrets lorsque nous respirons.

MICHEL RIOUX

On se calme!

QUE SE PASSE-T-IL AU QUÉBEC? Jamais a-t-on vu une telle unanimité pour condamner un petit livre qui, somme toute, est loin de prêcher la révolution. Pourtant, trois chefs politiques, un président de syndicat d'enseignants et une majorité d'éditorialistes, de chroniqueurs et d'animateurs ont jeté leur grogne sur le petit guide pédagogique appelé *Parlons de souveraineté à l'école*.

On peut comprendre dans le cas de *La Presse*. Les deux principaux *brown noses* à Ti-Paul sont toujours égaux à eux-mêmes. Le 30 mars, André Pratte houspille les auteurs: « Le document qu'ils viennent de pondre fait songer à l'endoctrinement des petits dans la Chine de Mao ou, de nos jours, dans les écoles coraniques. » Le 7 avril, Alain Dubuc n'est pas plus tendre. Lui qui n'a jamais manifesté de haut-le-cœur face aux dépenses des propagandes d'Ottawa, fait un tardif mea culpa, ce qui lui permet de mieux cogner sur la tête du pauvre Gérard. « Le crime de Gérard Larose est un crime contre l'intelligence, similaire à celui de Chrétien pour les commandites. » Ouf!

Le 30 mars, le débat *freak show* de fin de soirée à TQS portait sur le « petit livre de Mao » de Larose. Stéphane Gendron, un maire qui sait crier: « Vous, taisez-vous » en pleine séance de son conseil, avait justement ce soir-là la tâche d'empêcher Robert Cadotte de placer un mot. Il a très bien réussi en criant tout le temps: « Vous êtes une gang de gauchistes, d'altermondialistes, de pacifistes. » Autre bouffon de notre confrérie médiatique: Richard Martineau. Dans le *Voir* du 6 avril, s'il semble défendre Larose, c'est pour mieux s'en payer la tête. Il suggère que l'on fasse une mascotte semblable à Vasy, le bonhomme bleu de la pub *Va jouer dehors*, qui s'appellerait Oui-Oui et se promènerait dans les garderies pour parler aux enfants de souveraineté.

Venons-en maintenant à des personnes qui ont moins de chaînes aux pattes que les Pratte, Dubuc, Gendron et autres Martineau. En éditorial dans *Le Devoir* (Un

coup Fourré, 30 mars), Josée Boileau lance d'abord des fleurs: « La souveraineté mérite-t-elle d'être expliquée? Oui. D'être promue? Aussi. D'être partie prenante d'un programme pédagogique? Bien sûr: comment comprendre l'évolution politique et sociologique du Québec en la passant sous silence. » Mais le pot n'est pas très loin: « (Le document) suinte tellement la propagande que même les profs les plus intéressés par la question en seront agacés. » Et, dans la page *Idées* du même jour, Paul Bélanger nous apprend qu'il s'est retiré de la Commission de l'éducation du Conseil parce qu'il considère que l'indépendance du Québec n'est pas un droit fondamental, mais une option politique. Allez dire aux gens du ROC que la souveraineté du Canada n'est qu'une option politique!



Mais, oh surprise, un coup de vent favorable au petit guide nous est venu d'Ottawa, avec le texte « Qui est contre la réflexion? » de Normand Rousseau (*Le Droit* du 11 avril). Rousseau y écrit que « ceux qui ont condamné sans appel le guide ne l'ont probablement pas lu attentivement. » Après l'avoir nous-mêmes lu, nous pensons que, malgré quelques erreurs, ce livre peut être extrêmement précieux pour tous les Québécois. « Et qu'il l'est également pour les francophones hors Québec » d'ajouter Rousseau.

« Sur 40 activités suggérées, seulement sept sont sacrées au primaire. Elles portent sur le drapeau du Québec, la fête nationale, la fête de l'indépendance, la reine d'Angleterre, la paix, la télé-violence et l'identité québécoise et canadienne. On ne voit pas en quoi ces sujets seraient de la propagande pro-indépendance. On peut regretter la petite caricature sur le drapeau, mais pas plus. »

On pourrait croire que, parce que plus politiques, les activités 8 à 18 soient moins acceptables, Rousseau réplique que non parce qu'elles visent le secondaire. « L'activité 9 fait prendre conscience que les marchands anglais avaient planifié notre assimilation dès 1822.

Dénoncer notre assimilation serait-il devenu tabou? La 10 invite à une réflexion sur le mouvement des Patriotes? Qui peut être contre une page importante de notre histoire? »

Sur la question de la guerre, Rousseau réplique à Gendron et à Pratte (« L'armée fleur bleue », *La Presse*, 1^{er} avril): « L'activité 11 dit qu'un investissement dans l'armée est inutile et très coûteux et qu'il faudrait consacrer ces milliards à la paix. Qui peut être contre? » Stéphane Dion devrait sûrement approuver l'activité 12. Elle explique que le Québec est la province qui pollue le moins au Canada. Et la 13 nous apprend que le colonisateur britannique a dévasté nos forêts pendant plus d'un siècle.

La 14 fera plaisir aux Irlando-Québécois. Elle leur rappelle que leurs ancêtres ont été colonisés par les Britanniques. Si la 16 sensibilise les élèves sur la nécessité d'une constitution qui protège les enfants, c'est qu'une loi au Québec interdit la publicité durant les émissions pour enfants alors que le Canada refuse toujours de légiférer en ce domaine.

La 26 sensibilise les cégépiens au commerce équitable. La 27 dénonce le scandale des commandites. La 28 nous présente le très beau texte de Gilles Vigneault sur la déclaration de souveraineté. Est-ce de la propagande? La 34 explique une loi 101 qui a sauvé les Québécois d'une assimilation tranquille, et la 38 les sensibilise contre l'omniprésent danger de leur minorisation. Qui, à part *The Gazette* et ses purs et durs, peut nier qu'il y a ici péril en la demeure?

Ce qu'on peut reprocher le plus au guide, c'est de ne pas s'être adressé au public en général. Et je me permets de m'approprier la conclusion de Normand Rousseau: « Loin d'être une intrusion partisane à l'école, ce livre est un merveilleux instrument de réflexion et de sensibilisation. Et ceux qui prétendent que l'école doit être neutre font fausse route, car elle est le reflet de notre société, donc de nos combats et de nos controverses. »

CLAUDE G. CHARRON

Parlons de souveraineté à l'école, Éditions Les Intouchables, Montréal, 2006

Comment le Canada est entré en guerre, sans même qu'on s'en rende compte...

LÉLECTION RÉCENTE DU BEAU ET JEUNE STEVEN va entraîner plusieurs changements radicaux dans les politiques canadiennes, à n'en pas douter. Et ça commence assez fort merci ! En effet, la première visite du nouveau chef de l'État s'est déroulée en Afghanistan, auprès des troupes canayennes auxquelles il a donné un tout nouveau mandat offensif. C'est un symbole pour le moins assez fort. On pourrait difficilement donner un autre sens à cette première sortie sur la scène internationale que celui-ci : le Canada est entré en guerre...

La guerre contre le terrorisme, si elle continue sur sa lancée, sera sans doute la quatrième guerre mondiale. Autant les deux premières ont incontestablement mérité leur titre historique par une déclaration ouverte de guerre entre les États-nations de différents continents, autant la troisième, la guerre dite « froide », et celle qui s'engage, sont des guerres du silence et du non-dit. Cette nouvelle capacité des pays occidentaux à entrer dans des conflits sans même consulter leurs citoyens est véritablement caractéristique du nouveau genre de conflits qu'a amorcé la guerre froide et témoigne d'un aboutissement dans le contrôle social et la manipulation de l'opinion publique et même de la classe politique.

Durant les deux premières guerres mondiales, les ministères des armées s'appelaient tout simplement des « Ministères de la Guerre ». Cependant, devant cette image odieuse projetée à la population, on s'avisait plutôt de les nommer « Ministères de la Défense », même s'ils étaient dévolus à l'attaque... Malgré la fin de la Seconde Guerre mondiale, la croissance du complexe militaro-industriel n'a jamais cessé dans les pays occidentaux. Le récent film « Why we fight » (voir article en page 7) qui a fait la manchette aux États-Unis nous le fait bien comprendre : aujourd'hui l'armée américaine emploie 3,5 millions de personnes, son lobby a infiltré les plus hauts paliers du gouvernement, jusqu'au bureau oval (voir l'excellente biographie de Dick Cheney : « The Fifth Estate », disponible sur Internet). Ce poids démesuré de l'industrie guerrière fait peser une

menace sans précédent sur nos institutions démocratiques. (Au Canada, je vous rappelle que O'Connor, le nouveau ministre de la « Défense » a longtemps travaillé pour les lobbys militaires, lui aussi.) À tel point que, désormais, il semble évident qu'une guerre perpétuelle est devenue nécessaire à la bonne santé de nos économies de grands vendeurs d'armes. Aussi, il est vital pour les lobbys militaires de pouvoir contourner les

Il est vital pour les lobbys militaires de pouvoir contourner les bases même de la démocratie et de pouvoir entrer en guerre sans même en avertir l'opinion publique.

bases même de la démocratie et de pouvoir entrer en guerre sans même en avertir l'opinion publique.

La guerre froide justifiait chaque intervention militaire par une stratégie d'endiguement du communisme, cette indiscutable nécessité permettait aux différents gouvernements américains de déployer leur armée sans consulter, ou si rarement, le Sénat ou le Congrès. Aujourd'hui, c'est sous couvert de reconstruction et de missions humanitaires que l'on engage les forces armées canadiennes dans la « Guerre contre le Terrorisme » sans avoir consulté le peuple ou ses représentants. La visite en Afghanistan de l'unifié en chef est donc un point de lancement d'une entrée en guerre pour le Canada, non pas contre des États-nations, mais contre des « groupes terroristes », des « États rebelles », des « factions armées », des « poches de résistance ». Le discours de Harper aux forces Canayennes¹ est très significatif à cet égard, jamais il ne prononcera le mot guerre, jamais il ne mentionnera les pipelines afghans ou l'attrait du contrôle de l'opium mais préférera parler d'opérations militaires, de reconstruction et même « de faire en sorte que les petits enfants afghans puissent apprendre la même choses

que ceux du Canada », sortez vos kleenex!² Nous sommes dans une guerre du non-dit, une guerre cachée à une opinion publique manipulée.

Cette première intervention militaire canayenne tombe à pic pour les États-Unis aux prises avec une résistance de plus en plus grande de l'opinion publique relativement à la guerre en Iraq, les États-Unis doivent impérativement déléguer leurs autres campagnes militaires dans cette nouvelle guerre impériale. Et ce rôle sera dévolu à Canada... (c.f. les demandes de l'administration Bush dans ce sens³).

Personne n'est dupe, les plans de Harper ne font que commencer, le nouveau ministre de la « Défense », O'Connor, ne s'en est d'ailleurs pas caché lors de son discours devant l'Institut de la Conférence des associations de la défense⁴. « le plan du gouvernement est de revitaliser et développer les forces armées canadiennes » afin de « défendre les intérêts nationaux du Canada au pays et à l'étranger » ou encore de mieux contrôler « la région arctique qui sera bientôt navigable » (merci le réchauffement climatique !). Autrement dit, c'est parti et c'est pas prêt de s'arrêter, la quatrième guerre mondiale est commencée, le Canada y jouera son rôle de leadership bilingue traditionnel, dormons au gaz !

Comme le dit le site de l'armée canadienne :

« Une chose est certaine : l'avenir de nos **forces armées** est prometteur ».

LE CONCOMBRE MASQUÉ,
MEMBRE DU BEAVER'S CLUB DE KUJJIARAPIQ

1- <http://www.pm.gc.ca/fra/media.asp?id=1056>

2- http://www.radio-canada.ca/Medianet/CBF/00562bd1_20060223_103740.asx

3- <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/nouvelles/200411/29/003-bush-programme-pol.shtml>

4- http://www.forces.gc.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=1860

Al-Zarquaoui : encore une grosse menterie

ON SAVAIT DÉJÀ QUE L'ADMINISTRATION BUSH avait menti à propos de Saddam Hussein, de ses pompes et de ses œuvres, de ses liens supposés avec al-Qaïda et les attentats du 11 septembre 2001, de ses armes de « destruction massive », ses bunkers, ses sosies, de l'uranium en provenance du Niger et des tubes d'aluminium destinés à fabriquer des armes nucléaires, etc. Et voilà qu'Abou Moussab al-Zarquaoui, l'épouvantail en chef de la « franchise » d'al-Qaïda en Irak serait pour une large part une créature médiatique du Pentagone, selon le journaliste Thomas E. Ricks du *Washington Post* (10-4). La presse montréalaise en général et *La Presse* en particulier, qui a l'habitude de raconter à ses lecteurs le feuilleton des fabuleuses péripéties d'al-Qaïda en Irak, est restée muette sur ce chapitre. On comprendrait mieux ce silence si l'histoire venait du site d'un « illuminé » de l'Internet, plutôt que du « vénérable » *Washington Post*...

La Presse n'a pas l'habitude de reconnaître facilement qu'elle relaie aveuglément la propagande guerrière du Pentagone. Le quotidien avait été le dernier journal montréalais à admettre — dans un entrefilet — que le « sauvetage héroïque » du trouffion Jessica Lynch était une mise en scène des *psyops*¹ de l'armée étasunienne à l'intention des médias. *La Presse* qui avait aussi fait sa une avec le déboulonnage de la statue de Saddam par le « peuple irakien » n'a jamais rectifié les faits, à savoir qu'il s'agissait là-aussi du tournage d'un scénario écrit et réalisé par des *psyops* de l'armée d'invasion.

Mais revenons à notre croquemitaine. « Les militaires étasuniens ont mené une campagne de propagande pour magnifier le rôle du leader d'al-Qaïda en Irak, selon un document militaire interne et des officiers familiers avec ce programme [...], certains agents du renseignement militaire ont surévalué son importance et aidé l'administration Bush à relier la guerre [en Irak] aux responsables des attentats du 11 septembre 2001 », écrit le journaliste du *Washington Post*. Selon les documents militaires, le but de cette campagne de propagande était de canaliser la haine des Irakiens contre al-Zarquaoui, un Jordanien, « en profitant de la perception négative qu'ils ont des étrangers. » Notons au passage que ce sont les mêmes *psyops* qui avaient convaincu l'opinion publique, par médias interposés, que les Irakiens accueilleraient les soldats étasuniens en dansant de joie dans les rues, malgré cette « perception négative qu'ils ont des étrangers »...

Bien qu'al-Zarquaoui et ses hommes sont soupçonnés d'avoir commis des attentats contre les envahisseurs étasuniens, leur nombre serait réduit à un pourcen-

tage marginal du total des attaques des résistants irakiens contre les soldats de l'Oncle Sam, admettent les militaires. « Notre focalisation sur Zarquaoui a grossi sa caricature, l'a rendu bien plus important qu'il est en réalité », selon le colonel Derek Harvey, un agent du renseignement militaire affecté aux *Joint Chiefs of Staff* (chefs de l'état major du Pentagone regroupant les commandants en chef de l'armée de terre, la marine et l'aviation).

On apprend aujourd'hui que les chapitres les plus médiatisés des aventures à rebondissements d'al-Zarquaoui et d'al-Qaïda en Irak ont été écrits au Pentagone.

Al-Zarquaoui est un Jordanien qui a été emprisonné sept ans dans son pays d'origine pour avoir tenté d'en renverser le gouvernement. Après sa libération, il aurait voyagé au Pakistan et en Afghanistan avant de « s'établir » en Irak. « Aucune preuve concrète d'un lien entre Zarquaoui et Ben Laden n'avait été trouvée jusqu'à ce que les autorités étasuniennes aient sonné le clairon plus tôt cette année pour annoncer la découverte d'un disque dur d'ordinateur, supposément intercepté par les guerrilleros peshmerges Kurdes. Un des fichiers aurait été le brouillon d'une lettre de Zarquaoui à Ben Laden. " Nous serons vos fidèles soldats, travaillant sous votre bannière, soumis à vos ordres et nous vous jurons fidélité publiquement et dans les médias ", y lisait-on. » (*London Telegraph* 4-10-2004). C'est ce qu'on appelle une preuve virtuelle, au propre comme au figuré. Mais ça semble suffisant pour l'administration Bush et tous les perroquets médiatiques du monde « libre ».

C'est bizarre quand même, les Mario Roy, Pierre Foglia et cie attaquent régulièrement la crédibilité des informations circulant sur le Net quand elles mettent en doute les déclarations officielles (les menteries) de la Maison Blanche et du Pentagone, mais il suffit qu'un inconnu tape sur le clavier d'un ordinateur le nom d'un épouvantail agité par Washington, au bas d'une lettre revendiquant un attentat terroriste au nom d'al-Qaïda sur un site Internet « islamiste » — très souvent hébergé aux États-Unis — pour que son message fasse la une des quotidiens « objectifs » du monde entier.

Au cours des deux dernières années, les militaires étasuniens ont utilisé les médias irakiens et les journalistes étrangers à Bagdad pour diffuser leur propagande démonsant al-Zarquaoui. Ils ont produit des dépliants, des émissions de radio et de télévision, des communiqués sur Internet, etc. Cette propagande était d'abord destinée à la population irakienne, mais « l'auditoire national » (*home audience*) était aussi une des six cibles dans la mire du Pentagone.

Le 30 novembre dernier, le *Los Angeles Times* dévoilait que le Pentagone a payé le Lincoln Group, une firme de relations publiques de Washington dirigée par d'anciens spécialistes du renseignement étasunien et britannique, pour planter dans les journaux irakiens des articles rédigés par ses *psyops*, dans l'espoir de ne pas laisser de traces. C'est raté ! Les articles, une dizaine par semaine en moyenne, ont été présentés comme étant rédigés par des journalistes indépendants. Ils vantaient les mérites de la « reconstruction » de l'Irak par les États-Unis et diabolisaient jusqu'à la caricatures al-Zarquaoui et al-Qaïda. Le Lincoln Group aurait reçu jusqu'à 100 \$ millions du Pentagone ces dernières années pour ses services de « consultant » dans des opérations de « communications » à l'étranger (*The Independent* 30-3). L'opération Zarquaoui à elle seule aurait coûté 24 \$ millions, selon le *Washington Post*.

Le général Richard Lynch, porte-parole du Pentagone, avait alors déclaré au *L.A Times* que ces opérations de propagande étaient rendues nécessaires pour « contrer les mensonges diffusés par les militants d'al-Qaïda. [parce] que Zarquaoui continue de mentir aux Irakiens, de mentir à la communauté internationale. » On apprend aujourd'hui que les *psyops* ont fabriqué les dites menteries et le méchant qu'ils prétendaient combattre.

Au moment d'écrire ces lignes, le quotidien du « révérend » Moon annonçait que selon le général John R. Hines : « Al-Qaïda en Irak et son leader présumé Abou Moussab al-Zarquaoui, a concédé sa défaite stratégique, et ils se retirent progressivement du pays » (*Washington Times* 14-4). Où pourraient-ils bien trouver refuge ? Les paris sont ouverts. Mais si on se fie à la constance avec laquelle les croquemitaines d'al-Qaïda se pointent dans un pays juste avant les tempêtes de bombes étasuniennes, les chances sont bonnes de les voir réapparaître en Iran, si la tendance se maintient...

Il était déjà de notoriété publique qu'Ossama ben Laden s'était lancé en « affaires » grâce aux capitaux et au soutien logistique et technique de la CIA pendant la guerre russo-afghane. On apprend aujourd'hui que les chapitres les plus médiatisés des aventures à rebondissements d'al-Zarquaoui et d'al-Qaïda en Irak ont été écrits au Pentagone. Devrait-on être surpris que certaines rumeurs courent sur Internet à l'effet que les attentats du 11 septembre auraient tout aussi bien pu être planifiés dans la capitale des États-Unis que dans une cave obscure des montagnes d'Afghanistan ?

JACQUES BOUCHARD

1- *psychological operator*, spécialistes de la propagande dite guerre psychologique.

INTRODUCTION À L'ÉTHIQUE

1/12 : QU'EST-CE QUE L'ÉTHIQUE ?

CE MOIS-CI DÉBUTE UNE SÉRIE DE DOUZE TEXTES qui composeront une petite introduction à l'éthique.

Trois questions préalables se posent, auxquelles je vais répondre dans ce premier texte. Ce sont : Qu'est-ce que l'éthique ? Pourquoi l'étudier ? Comment sera organisée cette série de textes ?

Qu'est-ce que l'éthique ?

L'éthique est la branche de la philosophie qui s'occupe de la morale et qui essaie donc de répondre, de manière argumentée, à une question que Socrate formulait ainsi : « Comment devons-nous vivre ? ». Comme il le dit dans le même passage, ce n'est pas là une mince affaire. Ce qui est en jeu, ici, c'est la question de déterminer comment il convient d'agir et donc ce qui constitue une vie bonne.

À partir de là, il devient difficile d'être plus précis, pour la simple raison que toute définition de l'éthique inclut certaines présomptions (notamment sur ce que sont les êtres humains et sur ce qui constitue une vie bonne) et qu'il n'y a pas d'unanimité sur ce sujet.

On pourra commodément distinguer deux branches à l'éthique : l'éthique théorique et l'éthique appliquée. Ceux et celles qui étudient l'éthique théorique s'intéressent à la question de la nature et de la possibilité de l'éthique et, du moins pour ceux qui croient l'entreprise possible, proposent des principes et des théories permettant de répondre de manière argumentée et cohérente à la question de savoir comment nous devrions vivre. Diverses écoles concurrentes existent ici, comme on s'en doute : mais, on va le voir, elles ne sont pas très nombreuses.

L'éthique appliquée, comme son nom l'indique, applique ces principes à l'examen de questions et problèmes pratiques. On imaginera sans mal une infinité de cas concrets où des questions éthiques se posent dans nos vies, non seulement au niveau individuel mais au niveau collectif — ce qui fait que l'éthique est intimement liée au politique. Voici, en vrac, des exemples de questions et de problèmes abordés en éthique appliquée : on notera qu'ils se posent dans tout le spectre des activités humaines, depuis la médecine jusqu'à l'éducation en passant par l'économie, le politique et ainsi de suite.

Le suicide est-il défendable ? L'euthanasie ? L'avortement ? Les dons d'organes, dans tel ou tel cas concret ? Le clonage ? Le clonage humain ? La peine de mort ? Les animaux sont-ils des droits ? Lesquels et pourquoi ? Sur quel principe de justice convient-il de répartir divers types de biens sociaux ? La pratique de la discrimination positive dans l'embauche ou dans l'admission à l'université est-elle acceptable ? Le salariat est-il moralement acceptable ? Quelle place faire aux droits de propriété dans une société saine ? La redistribution de la richesse par l'État est-elle morale ? Les entreprises peuvent-elles avoir des droits ? Quelles responsabilités avons-nous quant à la faim et à la pauvreté dans le monde ? Avons-nous des devoirs face aux générations futures ? La censure — de la pornographie par exemple — est-elle justifiée ? Une guerre peut-elle être juste ?

Le sujet, on le devine, est passionnant et incontournable. Mais il faut aussi admettre, avec humilité, que nous n'en savons que peu de choses en ces matières et même que notre ignorance est si grande qu'il se pourrait que sur ce

sujet — contrairement à la physique, à la biologie et à tant d'autres sujets où nous avons fait de considérables progrès — nous n'en savons pas plus aujourd'hui qu'Aristote il y a quelque deux millénaires et demi.

extrêmement problématique voire impossible de produire la réflexion systématique et rationnelle que l'éthique ambitionne de mettre de l'avant. Ce sont : le relativisme moral ; l'égoïsme moral ; et l'idée de donner un fondement religieux à la moralité.

Ce qui est en jeu, ici, c'est la question de déterminer comment il convient d'agir et donc ce qui constitue une vie bonne.

Les deux textes suivants (5 et 6) seront consacrés à l'exposé puis à la critique de la position dite utilitariste, l'utilitarisme étant une de ces grandes écoles d'éthique théorique dont j'ai parlé plus haut.

Les deux textes qui suivront (7 et 8) seront consacrés à l'exposé puis à la critique d'une autre de ces écoles, la position dite déontologique, qui a été défendue par Kant.

Les deux textes suivants (9 et 10) seront consacrés à l'exposé puis à la critique d'une troisième et dernière position, celle dite arététique — c'est le mot qui désigne les morales de la vertu dont Aristote a donné la première (et exemplaire) formulation.

On assiste aujourd'hui à divers efforts pour aller au-delà de ces trois avenues ouvertes par la philosophie classique. J'en examinerai deux pour finir. La première est celle proposée par les féministes qui défendent une morale dite de la sollicitude (texte 11). La deuxième est celle proposée par la sociobiologie et la psychologie évolutionniste.

Je donnerai en cours de routes des pistes bibliographiques qui, j'espère, seront utiles à ceux et celles qui voudront aller plus loin.

À la prochaine

NORMAND BAILLARGEON
(baillargeon.normand@uqam.ca)

Pourquoi l'étudier ?

Les raisons d'étudier l'éthique sont nombreuses. Outre le plaisir de comprendre des questions complexes et de chercher à percer des mystères profonds et intrigants, étudier l'éthique peut nous aider à réfléchir à des questions personnelles, sociales et politiques importantes et en certains cas vitales ; peut encore nous aider à mieux comprendre certaines des options qui s'offrent à nous et certains des choix que font nos sociétés et nos institutions ; peut finalement nous aider à mieux définir nos propres choix et nos propres options. Au total, étudier l'éthique permet d'avoir une vision plus claire de nombreux enjeux sociaux et politiques et devrait être un passage obligé pour tout le monde.

Comment sera organisée cette série de textes ?

Je vais essayer, lorsque ce sera possible et pertinent, de donner des exemples d'application des théories éthiques ; mais je vais centrer cette série sur l'éthique théorique.

Je commencerai par traiter, en trois textes (2, 3, et 4), de trois positions qui, si elles étaient admises, rendraient

Hypersexualisation de l'antiféminisme



DANS LE NUMÉRO D'AVRIL DU COUAC, le camarade Jacques Bouchard signait un article intitulé « Hypersexualisation : Trop de fellations, pas assez de cunnilingus ». Il y critiquait la féministe Ariane Émond (cofondatrice de *La Vie en Rose*) pour un texte publié dans *Le Devoir* sur « l'hypersexualisation » des jeunes filles. En bref, J. Bouchard identifie A. Émond à « l'orthodoxie féministe » et amalgame ses propos au puritanisme de « la droite morale religieuse » en un seul « puritanisme », d'où découle l'obligation de porter le voile chez les Musulmanes. J. Bouchard, qui reproche enfin à A. Émond de ne fonder ses dires que sur des suppositions au sujet des jeunes filles. Ce texte me laisse perplexe. *Le Couac* aime bien expliquer que les biais idéologiques d'un journal s'expliquent par les intérêts de ses propriétaires. *Le Couac* est un journal où les gars sont majoritaires. Gars de gauche, certes, mais gars tout de même. Voilà qui explique peut-être que la critique du patriarcat y occupe une place si ténue et qu'il y est

de bon ton de critiquer les féministes. Chercher les intérêts des auteurs, vous comprendrez la teneur des propos...

Quand J. Bouchard explique à A. Émond qu'il y a de bonnes et de mauvaises féministes, ça me fait penser aux Blancs face aux Blacks ou aux patrons face aux travailleurs ou aux policiers face aux manifestants qui distinguent entre les bons et les mauvais militants. Et je me demande quels sont les intérêts en jeu. Plutôt que de se poser en arbitre entre les féministes, peut-être serait-il plus pertinent pour un homme progressiste de dévoiler les intérêts que les mâles tirent de la sexualisation du corps des femmes. Si c'est trop confrontant, il pourrait à tout le moins réfléchir en quoi la sexualisation des femmes sert les intérêts des compagnies de publicités et de vêtements. Mais J. Bouchard préfère affirmer que le combat des féministes contre la pornographie est « perdu d'avance » parce qu'« il y aura toujours une fascination et une grosse demande pour les nichons de calibre jumbo, les bites chevalines et les baisés de compétition ». J'entends en échos un Alain Dubuc de *La Presse* expliquer que lutter contre les riches et les patrons est un vain combat, parce qu'« il y aura toujours une fascination et une grosse demande » pour les voitures de luxe, les condos et la concurrence de marché. Et je me demande quels intérêts sont en jeu, ceux des patrons ou des travailleurs, ceux des hommes ou des femmes ?

L'amalgame entre « féminisme orthodoxe » et « droite morale religieuse » me fait penser à celui des conservateurs qui associent régulièrement depuis le 11 septembre 2001 la « violence » des manifestants anticapitalistes

à celle des « terroristes islamistes ». Quels intérêts servent de tels amalgames ? Mais quand J. Bouchard parle du prétendu puritanisme des féministes, c'est aussi pour rappeler que « certaines féministes orthodoxes [...] portaient dans les années 1970 des uniformes unisexes inspirés par ceux des petits soldats asexués de la révolution maoïste ». Sait-il qu'il reprend les propos de l'antiféminisme de toutes époques, pour qui les féministes sont des femmes frigides et mal baisées ? « On imagine, on suppute et on suppose », pour reprendre les propos de mon mâle camarade, qu'A. Émond est une « puritaine » pour qui « le sexe est encore tabou ». Qu'en sait J. Bouchard, sinon ce que lui en disent ses propres fantasmes ? Et quels intérêts sert sa sexualisation de la pensée féministe ? Ceux des féministes ou des antiféministes ? Rappeler que baiser peut être plaisant, c'est important, soit. Mais *Le Couac* insiste-t-il pour souligner qu'il est agréable de conduire une grosse voiture ou de posséder une compagnie pétrolière ? Des hommes progressistes comme ceux du *Couac* ont peu d'intérêt à se solidariser avec les féministes, dans la mesure où ils refusent d'écouter et de se faire confronter en tant qu'hommes par ces mêmes féministes, comme cela m'est arrivé et m'arrive encore si souvent en raison de mes nombreuses erreurs politiques. Les hommes progressistes sont aussi des hommes qui ont en partage les intérêts de leur caste sexuelle. Cela explique que l'histoire regorge d'hommes de gauche qui, aux côtés d'hommes de droite, critiquent et ridiculisent les arguments féministes. Demandons nous qui se fait ainsi baiser et qui prend du plaisir ?

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Une fuite dans les idées

En commentant les sommes que le gouvernement a vainement versées pour agrandir et financer les activités du Palais des congrès de Montréal, JR Sansfaçon déclare :

(*Le Devoir* 07-03-2006) « On n'a quand même pas dépensé tout cet argent pour venir en aide à des commerçants qui veulent nous vendre leurs produits ! ».

Ben non mon JR, ben non...



LOFOFORA, Les Choses qui nous dérangent (Indica/Outside)

Le titre laisse à peine présager la charge tous azimuts que s'offre cette raya qui hard'n'core. Les textes sont au plus crus et la violence subie ne se cache surtout pas. L'indice est dans le rouge et loin de se porter en modèle (Mea culpa, Le pire, Quelqu'un de bien) le groupe y va de tous les signaux pour stimuler réflexions et actions urgentes pour endiguer la lèpre qui nous envahit sous prétexte

de s'aligner à la compétition mondiale du plus gros imbécile. Une chanson suggère en outre de cesser de s'abrutir à grand renfort d'alcool ou de drogue avec un message tonitruant : Buvez du cul ! L'idée serait de surfer sur l'énergie amoureuse pour révolutionner...

LE VOLUME ÉTAIT AU MAXIMUM, Radio maximum (pafdisques.com)

Soyez prévenus, ici on se vautre dans le énième degré à la Ramones... Déjà, Teenage Gluesniffers en dit long sur ce punk rock gavé de synthés supra caloriques et palpitant au rythme d'hypothétiques grands amours. C'est précisément ce vide abyssal à combler qui fait l'intérêt de ces contes de fées : « Nadine n'est plus seule pour se changer les idées ou « Les princesses s'amuse elles ne travaillent pas ». Souriez, vous êtes filmés — et ce n'est pas du cinéma !

RAMON VITESSE

André au pays des Luciens



IL EST TOUJOURS BON DE GARDER L'ŒIL SUR LES GIROUETTES, on sait ainsi d'où vient le vent. C'est pourquoi il est important de surveiller les écrits d'André Pratte de *La Pratte*, surtout lorsqu'il pousse l'audace à publier plus que 700 mots dans une colonne. Son dernier opus, *Aux pays des merveilles*, bien que pénible à lire, offre une bonne vision de la position conservatrice actuelle.

Après une ennuyeuse introduction autobiographique où l'auteur réussit, en six pages, à s'évoquer 42 fois (je, mon, me, ma...), l'égoïsme cède en partie la place à « l'analyse des mythes ». Rien à voir, évidemment, avec celle que proposait Roland Barthes dans ses *Mythologies*. Il s'agit plutôt de la construction d'ennemis de pailles qui ont l'avantage de bien prendre feu quand, en dernier chapitre, on veut proposer son accès direct au « réel » comme seule vision du monde. Bref, en se prétendant mythologue, André Pratte continue en fait sa grande œuvre de mystification. Il utilise les trois armes les plus en vogue dans la droite: la caricature, la victimisation et la prétention centriste.

Quand il ne sombre pas dans la désinformation (voir encadré en une), notre mystificateur joue la caricature. À le lire, les souverainistes sont tous des purs et durs rêveurs qui sont incapables de penser intelligemment le pays à venir. Comment alors expliquer le virage « bon gouvernement » pris par le PQ suite au second référendum? M. Pratte n'a-t-il pas constaté qu'à partir de ce moment, la gestion technocratique de droite de l'État provincial a été la seule véritable préoccupation des élus péquistes? Pour des rêveurs obsédés de fantasmes, ils ont fait preuve d'un pragmatisme conservateur qui devait pourtant plaire à l'éditorialiste.

À propos du modèle fédéraliste canadien, il est un peu surprenant qu'il fasse l'éloge de sa capacité d'adaptation et de sa grande tendance à protéger les minorités sans poser la variable centrale de l'équation qui a justement permis cette adaptation: la présence de partis souverainistes. Ceux à qui il reproche la fermeture d'esprit sont ceux-là même qui ont forcés le Canada à changer minimale-ment. Notre mystificateur devrait aller jeter un oeil à la théorie de Léon Dion (au lieu de passer des pages à citer amoureusement son fils Stéphane), elle

lui ferait comprendre que le Canada change seulement lorsqu'il a le couteau sur la gorge.

Quant à sa position politique à lui, elle est on ne peut plus raisonnable et claire, il utilise le dernier avatar du centrisme: la nécessité technocratique-économique. Ce qu'il propose, une version personnelle du manifeste « Pour un Québec Lucien » qu'il a signé en octobre dernier, est présenté non pas comme un choix politique mais comme une réponse à une situation « imposée par la réalité ». C'est une évidence qu'il y aura un choc démographique, les solutions sautent aux yeux: il faut réduire la dette publique et augmenter les taxes régressives. Penser le contraire revient à être partisan de l'immobilisme.

Car, voyez-vous, notre homme est une des grandes victimes du Québec. Tout comme le pauvre Jean Charest, il s'ingénue à proposer des idées novatrices et audacieuses et se fait pointer du doigt par « les forces favorables au statu quo ». Quelles sont ces forces « puissantes »? Les syndicats, évidemment, une douzaine de professeurs d'universités, les quelques militants gauchisants,

certains fonctionnaires et quelques intellectuels médiatiques. Voilà ceux qui détiennent tout le pouvoir au Québec et qui rendent la vie politique et le débat public impossible.

Dans le « pays réaliste » souhaité par André Pratte, tout le monde serait, comme lui, connecté sur la réalité donnée et évidente. Cette réalité ce serait la matérialisation des analyses statistiques produites par les chambres de commerce et transmises par les éditorialistes. Personne ne rêverait ni d'un pays, ni d'un autre monde possible. Les Québécois et les Québécoises cesseraient de vouloir améliorer leurs conditions de vies, les couples auraient tous quatre enfants, on travaillerait plus d'heures que les Japonais et Montréal se classerait tout prêt de Shanghai au niveau de la compétitivité économique, le tout en chantant le *Ô Canada* tous les matins. Travail, Famille, Patrie. Au lieu du pays des merveilles, *le meilleur des mondes*. Beau programme.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

PRATTE, André, *Aux pays des merveilles, essai sur les mythes politiques québécois*, Montréal, VLB éditeur, 2005, 152 p.

Questions à Louis Cornellier



BASIL & VICTORIA, T.4 Pearl (Humanoïdes Associés), Edith et Yann reviennent, après dix ans de silence, réactiver leur duo de guingois, gamin-gamine des rues de l'ère victorienne, qui échoue sur une île peuplée strictement de femmes, voire même d'amazones écossaises!

Cheminant entre viragos flibustières et liberté surveillée, autogestion terre-à-terre et trésor d'imagination, nous voici sous le coup d'auteurs risques-tout. Edith, dessinatrice (également auteur jeunesse chez L'École des loisirs) et coloriste somptueuse, récidive avec Corcal pour LE TRIO BONAVENTURE, T.3 L'Enfant de sable (Delcourt). Là, chevauchant le fil ténu entre réalisme et fantaisie, on découvrira des enfants qui se soustraient, en vivant sous la plage, à l'école et au processus normatif qui s'ensuit... Ce dernier titre, destiné à des jeunes vivaces, en appelle d'autres: LES AVENTURES DE MÉGAMONSIEUR, T.1 L'Attaque des ploutes (coll. Onomatopée, Lito) de M. Desbat catapulte un super zéro enfanté par des immeubles en démolition, élevé par des éboueurs et se déplaçant à vélo. Fêru de commerce équitable — il sauve des paysans en buvant son thé, il sera appelé à se coltiner avec des poulets monstrueux issus de la machine agroalimentaire.

VALENTIN TARDI



CRITIQUE AU DEVOIR, Louis Cornellier y signe une chronique hebdomadaire sur les essais québécois. Ses choix d'œuvres à commenter dénotent une ouverture d'esprit réelle, mais Cornellier sait où il campe. Il est catholique et nationaliste, et il est de gauche. Qu'on n'aime ou pas, à tout le moins sait-on pourquoi Cornellier se positionne au sujet d'un livre comme il le fait, contrairement à bien des critiques qui jouent la girouette selon le vent de la mode. Cela dit, ses critiques d'auteurs d'extrême-gauche se concluent généralement par le même rappel à l'ordre: un plaidoyer au nom de « la noblesse de la voie réformiste », comme il l'évoquait dans sa recension (*Le Devoir*, 8-9 avril 2006) du petit livre de Charles Gagnon, *Conte à l'adresse de la jeunesse de mon pays* (Lux, 2006). Ayant moi-même le cœur plutôt noir que rouge, je ne prendrai pas la défense du radicalisme de type marxiste-léniniste à la Gagnon, un ex-felquist et ex-membre d'EN LUTTE! Mais la critique qu'en fait Cornellier m'a agacée. Citant Luc Ferry à l'appui, il explique que le réformisme « constitue l'unique attitude correspondant à la sortie du monde de l'enfance. » Insistant sur son infantilisation des radicaux, il épingle un autre auteur dans le même papier en lui rappelant qu'« adulte ne veut pas nécessairement dire soumis ». Je ne trancherai pas à savoir qui, du réformiste ou du radical, est adulte en politique, cette dispute m'apparaissant futile et... infantile. J'encouragerai toutefois Cornellier à envisager d'autres morales à tirer de l'histoire de la pensée radicale. Il sait certainement que les radicaux du XIX^e siècle se sont battus presque seuls contre tous, dont des réformistes, pour l'obtention de la grande majorité des acquis aujourd'hui considérés comme fondamentaux par les réformistes en termes de droits politiques et du travail, dont le droit de vote pour tous, le droit de se syndiquer et de faire grève, la journée de travail de 8 heures, l'antimilitarisme, le droit à l'avortement et à la contraception, etc. Peut-on penser qu'aucunes luttes menées par l'extrême-gauche d'aujourd'hui n'a de valeur et que seuls les réformistes mènent les bons combats? Voilà qui serait un bien étrange époque.

Louis Cornellier doit aussi savoir que si l'extrême droite tire souvent la droite vers elle, l'extrême gauche peut aussi encourager par sa présence la gauche à ne pas s'enliser au centre. Gauche et extrême-gauche entretiennent un rapport complexe et dynamique, et la gauche ne se porterait pas toujours mieux sans l'agitation de l'extrême-gauche. Une autre morale que Cornellier se refuse de tirer de ses lectures d'auteurs radicaux. De façon moins prosaïque, des habitués de Louis Cornellier, qui se dit catholique, aimeraient peut-être le lire au sujet du rapport qu'entretient l'extrême-gauche avec la transcendance politique et morale. Sans saisir la profondeur morale de la critique radicale, on ne peut comprendre que les radicaux perdraient en quelque sorte leur âme à joindre les rangs réformistes. C'est sans doute en raison de cette ferveur que l'extrême-gauche inspire plus que le réformisme les plus belles œuvres littéraires, mais pousse aussi certains de ses partisans vers un dogmatisme bien sûr critiquable et d'ailleurs si souvent critiqué. Doit-on pour autant invariablement enfoncer le même clou dans le même cerceuil d'une extrême-gauche aujourd'hui moribonde en Occident? Sans compter qu'au cours des derniers siècles, se sont très souvent des réformistes qui ont envoyé les radicaux dans l'autre monde. Les réformistes ont assassiné en masse des radicaux au nom de leur rejet dogmatique du radicalisme, de la Commune de Paris aux Conseils ouvriers en Allemagne. Tous ces faits, j'en suis certain, Louis Cornellier les connaît, tout comme il connaît sûrement les écrits d'Emmanuel Mounier, un des piliers de la pensée de gauche catholique et qui a eu une réelle influence au Québec dans les cercles qu'affectionnent, je crois, Cornellier. Or Mounier a consacré de belles pages à réfléchir à la pertinence du communisme et de l'anarchisme. Il a certes critiqué ces mouvements de la pensée politique, mais il a en aussi proposé « une sociologie des profondeurs » pour en exhumer la part de vérité qu'on peut y trouver quand on se donne la peine de chercher. Dans cette histoire d'amour-haine entre réformistes et radicaux, il n'y a donc pas une seule morale à tirer, mais plusieurs. Se faire répéter inlassablement la même leçon qui donne la part belle aux seuls réformistes devient lassant.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

ABONNEZ-VOUS!
www.lecouac.org

Vient de paraître



Norman Nawrocki
L'Anarchiste et le diable

Voyages, cabarets et autres récits
Découvrez ce qui se passe lorsque Norman Nawrocki et ses collègues de Rhythm Activism décident d'aller injecter un peu de rock'n'roll anarchiste canadien dans les veines de l'Europe. À la fois récit de voyage et journal personnel, on y découvre les dessous de la scène musicale indépendante, où la culture rebelle fait loi.

Oscillant entre la réalité et la fiction, *L'Anarchiste et le diable* nous offre vingt-trois légendes urbaines mettant en scène celles et ceux qui représentent le nouveau visage balafré de l'Europe.

304 pages
25,95 \$

Pierre Vadeboncoeur
L'Injustice en armes

C'est la première fois que l'injustice en armes semble pouvoir mener éventuellement le monde vers sa fin. L'humanité s'enfoncé dans une fatalité dont il se peut qu'on ne trouve plus l'issue, sinon, à terme, un terme probablement utopique, qui se présenterait comme le « dernier recours ». Cet ouvrage rassemble des analyses écrites au jour le jour et s'achève sur cette espèce de conclusion qui peu à peu devient plus plausible.

L'INJUSTICE EN ARMES
PIERRE VADEBONCOEUR

144 pages
15,95 \$

Pourquoi ils font la guerre

EN SORTANT DU FILM *Why we fight* du cinéaste américain Eugene Jarecki, une personne qui s'informe le moins ailleurs qu'à travers les médias corporatifs se dit qu'elle n'a pas appris grand-chose de nouveau. Et pourtant cette personne, moi par exemple, voit ses intuitions et ses notions éparses glanées ça et là se cristalliser en un tout cohérent, troublant.

Ce film est un peu comme une éclipse de soleil qui nous brûle les rétines mais qu'on ne peut s'empêcher de regarder parce qu'on sait que l'événement est rare. Rare de retrouver en une centaine de minutes à peine un tel condensé d'histoire. Rare aussi d'entendre une ancienne responsable des communications au Pentagone nous avouer à quel point c'est le complexe militaro-industriel qui tient en otage les membres du Congrès et oriente l'agenda militaire des États-Unis.

Je sais qu'il existe des analyses écrites percutantes sur cette question et que le 175 milliards de dollars du budget annuel de la défense américaine est souvent cité. Mais ça ne laissera jamais la même trace dans nos souvenirs que de voir Rumsfeld jeune serrer la main de Saddam ou bien éclater d'un rire à vous glacer le sang après l'ajournement d'une conférence de presse. Même chose pour cette vietnamienne rescapée de la guerre du Vietnam et fêru de « liberté et de démocratie » qui, devenue ingénieure militaire, vous explique candidement comment elle a

conçu sa dernière bombe capable d'exploser non pas sur mais à l'intérieur d'un bunker irakien.

Et qui se souvient du dernier discours à la nation du président américain Dwight Eisenhower qui, en 1961, mettait en garde la démocratie américaine contre ce qu'il a appelé pour la première fois « le complexe militaro-industriel » et son influence qui pourrait « détruire de l'intérieur ce que nous tentons de protéger de l'extérieur ».

Ce film, qui devrait être présenté dans les écoles, ce film essentiel pour toute personne voulant minimalement comprendre ce qui se passe dans le monde depuis un demi siècle, ce film qui aurait dû être visionné sur grand écran à la Chambre des communes lors du « débat » sur la présence des troupes canadiennes en Afghanistan, ce film est resté deux semaines au cinéma du Parc et la salle était à moitié vide quand j'y suis allé.

Heureusement il y a Internet et la volonté du réalisateur de rendre accessible les moments clés de son film au plus grand nombre. Cela donne un site web remarquablement bien fait (<http://www.sonyclassics.com/whywefight/>) où l'essentiel de chaque élément du film a été remonté et peut être visionné dans le confort de votre foyer. Confort que vous serez ensuite sans doute plus enclin à quitter pour exiger la fin de ce putsch virtuel.

BRUNO DUBUC

www.luxediteur.com

Photoroman d'une déportation ordinaire



Mardi, 11 avril, 7h30 du matin, un soleil printanier illumine timidement les fenêtres du château fort d'immigration Canada sur la rue St-Antoine à Montréal.



Au pied du pont-levis, une trentaine de personnes manifestent pour faire annuler la déportation de la famille Rodriguez. Les Guatémaltèques sont attendus à 8 heures pour être déportés vers les États-Unis.



Pendant ce temps, un jeune couple BCBG arrive et demande au gardien de sécurité la permission de monter aux bureaux d'immigration Canada pour une question de formulaire. Celui-ci refuse, mais...



Profitant d'un moment d'inattention du portier, la femme se précipite à l'intérieur alors que l'homme, après une bousculade musclée avec le cerbère, parvient à se glisser de justesse avec elle dans l'ascenseur qui les emporte aussitôt vers les hautes sphères de la bureaucratie canadienne...



Pendant ce temps, à l'école secondaire Henri-Bourassa, le directeur et le directeur adjoint espèrent que grâce à nos deux intrépides jeunes gens, ils pourront parler au fonctionnaire responsable du dossier et lui demander pourquoi il veut faire perdre à Fernando Rodriguez, 15 ans, son année scolaire alors qu'un report de quelques semaines du renvoi ferait toute la différence pour l'avenir du garçon.



Vingt minutes plus tard, des agents de la force constabulaire à la mine patibulaire escortent Sarita et Poya hors de la forteresse. Et alors que Sarita salue une fois de plus le courage de nos bons fonctionnaires, toujours prêt à bousiller quelques vies par amour du travail bien fait...



...Jaime Rodriguez et sa famille arrivent. Résigné, Jaime dont le frère a été assassiné au Guatemala, explique: «On nous dit qu'on ne peut revenir en arrière, que la décision est prise. Fernando a trois ans de retard scolaire. Si on s'en va maintenant, il perd une autre année.»



«Je me sens triste parce que j'ai laissé mon amie là-bas, tous mes amis, mon prof et mon directeur d'école», ajoute Fernando, à qui il restait à peine une quarantaine de jours avant de décrocher son diplôme.



Quant à Brandon, 8 ans, ses professeurs ont pris la peine d'écrire une lettre aux agents d'immigration leur disant à quel point «Brandon est un étudiant motivé, sérieux, mature et travaillant.», ajoutant que le petit délai demandé «pouvait faire une grande différence dans la vie de cet enfant».



Alors que la famille Rodriguez s'engouffre dans le bunker à l'unifolié, des supporters implorant une dernière fois l'Agence des services frontaliers de prendre en considération le sort des enfants qui sont inscrits à l'école.



«Des délais au-delà de quelques semaines, on considère ça comme exagéré. Alors que nous, on a l'obligation d'exécuter le renvoi le plus tôt possible», leur répondra Robert Gervais, robot kafkaïen aussi chaleureux qu'une boîte à chaussures.



C'est ainsi que chaque année au Québec, près d'une centaine d'enfants ne peuvent terminer leur année scolaire parce que leurs parents doivent quitter le pays. Mais qu'est-ce que quelques illettrés de plus à côté de l'intégrité d'un si beau système?

Samedi le 27 mai à midi au Carré Phillips (coin Ste-Catherine et Union, Metro McGill): départ de la marche «Un statut pour tou(te)s!», organisée par Solidarité Sans Frontières (<http://solidaritesansfrontieres.org/>) dans le cadre d'une journée d'action national pour la justice et la dignité des personnes migrantes et réfugiées. Photos: MAL (<http://gallery.cmaq.net/rodriguez>)

YVON D. RANGER

Charkaoui suite de la page 3

qu'il ne peut envoyer de fax et ne peut quitter l'île de Montréal. Il a cependant réussi à signer des contrats de recherche et de correction. Pas évident, d'ailleurs, de faire des recherches, gagne-pain de la famille, 2 heures maximum par jour, lorsque son père revient du travail et peut alors l'accompagner à l'université...

Je m'agite sur mon siège: je me sens devant une machine. Une machine bien rodée, qui consiste à broyer de l'humain, à l'humilier, à lui faire poser des questions aussi surréalistes que «Si je vais dans ma cour, en bas, est-ce que j'enfreins mes conditions de libération?». Lorsque l'avocat de la couronne lui demande s'il lui arrive

d'être laissé seul à l'extérieur par un accompagnateur, Charkaoui fait rire jaune la salle d'audience en répondant: «Oui, il arrive que je sois sur un appareil au centre de sport pendant que mon père fait des abdos un peu plus loin...».

Pour finir, une scène digne d'un mauvais James Bond. Un soir, alors qu'il quitte l'université pour récupérer son auto en compagnie de son père, Charkaoui découvre sa voiture entourée par d'autres autos. Incapable de déplacer son véhicule, il demande au responsable du stationnement de lancer un appel. Ce qui est fait, mais en vain: personne ne se présente. Le voici, à 20 heures, 30 minutes avant son

couvre-feu, à l'autre bout de la ville, sans possibilité d'utiliser un téléphone pour informer de sa situation. Il s'en sortira de justesse en arrivant paniqué chez lui à 20h35. Il appellera immédiatement qui de «droit» pour avertir de son terrible retard. Juste une question: ça vous est déjà arrivé à vous de retrouver votre auto encerclée?? Une machine à rendre paranoïaque...

À noter que l'une des demandes faites par Adil Charkaoui les 6 et 7 avril concernait la possibilité qu'il puisse se rendre à Toronto, en juin prochain, afin d'écouter les audiences de la Cour suprême qui se penchera, on l'espère, vraiment, sur la validité des certificats de sécurité.

Au moment d'écrire ces lignes, la Cour fédérale n'avait pas encore rendu sa décision.

Paroles, paroles

Présent à l'Assemblée nationale pendant la récente loghorée de Jean Charest, William Shakespeare, un jeune auteur anglais à qui on prédit un brillant avenir, a eu ce commentaire cinglant: «Words! Words! Words!»

MICHEL R

Un bon parti

Après la fusion d'Option Citoyenne et de l'UFP, les Verts courtisent Québec solidaire et proposent un nouveau nom: Québec Vert Solidaire.